



# Comité scientifique du 16 novembre 2023

## Compte-rendu

### *L'intégration de l'approche genre dans les projets de développement des services d'eau et d'assainissement*

#### Membres permanent.e.s

Sigle/Organisme	Nom	Prénom	présentiel/ distanciel
CNRS CIRED	Barraqué	Bernard	distanciel
pS-Eau	Boissel	Mérodie	présentiel
AFD	De Perreti	Corine	présentiel
Aquaya	Delaire	Caroline	présentiel
SIAAP	Eyboulet	Chantal	présentiel
Aquassistance	Folliasson	Philippe	présentiel
pS-Eau	Le Jallé	Christophe	distanciel
Vergnet Hydro	Léger	Christophe	distanciel
InterAide	Salmon	Tristan	présentiel
GRET	Santi	Marion	distanciel
AFD	Séon	Audrey	présentiel
HydroConseil	Valfrey	Bruno	présentiel

#### Invité.e.s

Sigle/Organisme	Nom	Prénom	présentiel/ distanciel
Migration & Développement	El Hajri	Abderrazak	distanciel
COSTEA	Elmeknassi	Ehssan	distanciel
OIEau	Fayet	Mérodie	distanciel
CICLE	Gillot	Cécile	présentiel
pS-Eau	Guérin	Jérémy	présentiel
self help africa	Métois	Mathieu	distanciel
Métropole de Lyon - projet Eaurizon	Ratahjanahary	Cléo	distanciel
Métropole de Lyon - projet Eaurizon	Ravaz	Josselin	distanciel
AFD	Chinal	Margaux	présentiel
F3E	Chaouki	Othmane	présentiel
Genre et action	Raolimadana	Jeannine	distanciel

#### Excusé.e.s

Sigle/Organisme	Nom	Prénom
LEREPS	Baron	Catherine
OIEau	Boinet	Edouard
Eau et Vie	Bouchet	Clara
OIEau	Brachet	Christophe
Consultante indépendante	Criqui	Laure
LATTS	Jaglin	Sylvy
GRET	Le Corre	Mathieu
INRAE	Lombard-latune	Rémi
Initiative & Développement	Wallez	Lucile

**Mélodie Boissel** rappelle que le pôle approfondissement et production de connaissances vient en appui des activités d'animation et d'appui conseil du pS-Eau. Il s'agit de prendre le temps d'un recul sur certaines thématiques identifiées comme représentant un enjeu particulier pour le développement et le renforcement des services d'eau et d'assainissement dans les pays susceptibles d'être ciblés par l'aide publique au développement française. Le comité scientifique a donc vocation à accompagner ces réflexions.

Les thématiques d'approfondissement prioritaires 2023 2024, sont les suivantes :

- ✓ L'approche « services » pour pérenniser l'accès à l'eau et l'assainissement, en tant que vision globale et transversale, avec un focus actuel sur les services d'eau dans les zones rurales isolées ;
- ✓ Le secteur du développement eau/assainissement face aux situations de crise et d'urgence ;
- ✓ La valorisation dans les systèmes d'assainissement (collectifs, non collectifs) ;
- ✓ L'articulation entre services d'eau et d'assainissement et gestion et protection des ressources en eau ;
- ✓ L'intégration de l'approche « genre » dans les projets de développement de services d'eau et d'assainissement.

Le présent comité scientifique porte sur cette dernière thématique.

Cette séance réunit des membres permanents du comité, ainsi que des personnes ciblées, issues d'organismes qui ont des éléments de réflexion et retours d'expérience à partager sur ce sujet. Il s'agit d'un échange libre, que chacun alimente à la lumière de son expérience et son expertise. Le débat est structuré autour de trois grandes problématiques, formulées par le pS-Eau à l'issue d'un travail préalable de bibliographies, d'enquêtes et d'interviews auprès de porteurs de projets et chercheur.e.s.

Le pS-Eau a été amené à se pencher sur ce sujet car il s'agit d'une préoccupation de plus en plus présente, incontournable dans tous les secteurs. D'autant plus pour des acteurs qui s'inscrivent dans le secteur du développement, menant donc des actions qui se veulent œuvrer pour un certain progrès. La prise en compte du genre a été légitimée par la formulation de l'ODD 5 qui a été présenté comme transversal, amenant les acteurs à tous niveaux à s'en préoccuper, dans tous les secteurs d'intervention, y compris techniques.

Au premier abord, la question qui émerge est celle des liens entre « genre » et « eau/assainissement », mais le pS-Eau a reformulé la réflexion en ces termes « L'intégration de l'approche genre dans les projets de développement des services d'eau et d'assainissement ». Le sujet est ainsi abordé sous cet angle sectoriel, qui relève du mandat du pS-Eau.

Dans ce contexte, les acteurs accompagnés par le pS-Eau se questionnent sur la déclinaison pratique d'une prise en compte de l'approche genre dans les projets d'eau et d'assainissement, mais également sur le sens que cette intégration revêt pour leurs projets sectoriels. Parallèlement à des recommandations pratiques que le pS-Eau fournit, s'appuyant sur des outils à disposition (AFD, Coalition Eau...), le pôle approfondissement et production de connaissances souhaite ainsi mener une réflexion de fond sur différents aspects :

- Prise de recul sur la définition et le périmètre du sujet ;
- Objectifs visés, changements attendus ;
- Concilier rationalisation et pertinence et cohérence des effets.

## Axe 1 : une prise de recul sur la définition et le périmètre du sujet

- De quoi parle-t-on ? Comment le sujet est formulé et compris par les différents acteurs impliqués dans les projets ?
- Comment reformuler en interne, auprès des partenaires locaux, auprès des bénéficiaires ; « l'approche genre », « l'approche genre et développement », les services d'eau et d'assainissement « inclusifs » etc ; en termes d'objectifs, d'activités, de changements attendus ?

**Mélodie Boissel** précise que diverses visions, peuvent, si on examine ce qu'elles recouvrent derrière les termes génériques employés, diverger ou bien se rejoindre sur différentes dimensions. On emploie beaucoup de mots, d'expressions « valises ». Il est nécessaire de prendre du recul et de définir ce qu'on entend au travers de ces formules. En effet, elle a perçu différentes approches pendant les interviews avec des acteurs qui s'intéressent et sont confrontés à ce sujet.

**Othmane Chaouki (F3E)** indique que le F3E accompagne des organismes de développement, à prendre en compte le genre dans leurs actions et dans leur fonctionnement interne. Le F3E a accompagné en particulier Inter Aide pour la réalisation d'un appui à la planification participative sur les questions de genre.

En réaction à la question problématique formulée, il relève l'importance de distinguer « l'approche femme et développement », et « l'approche genre ». Plutôt que de s'intéresser aux femmes, il s'agit d'un travail sur les rapports de pouvoir entre hommes et femmes, afin d'ambitionner de mener des actions transformatives agissant sur les structures de pouvoir existantes, qui régissent l'accès aux services.

Le F3E partage également ses réserves quant à la notion d'inclusivité appliquée aux services. Ce terme peut sous-entendre qu'il s'agit d'accueillir des personnes dans un espace dont l'accès ne leur est pas d'emblée ouvert. Il serait plus juste de considérer que les services doivent être intrinsèquement inclusifs.

L'approche d'accompagnement du F3E consiste à aider les organisations à s'approprier l'approche genre, à préciser quels objectifs se fixer ; et à la décliner de façon opérationnelle.

Certaines organisations choisissent d'aborder l'intégration de l'approche genre, en développant une stratégie sur le terrain à l'occasion de la mise en œuvre d'un projet, pour ensuite prendre du recul et disséminer plus largement cette approche.

**Margaux Chinal** (division Eau et assainissement de l'AFD) informe que l'AFD travaille depuis cinq ans sur l'opérationnalisation de l'approche genre dans différents secteurs. Pour outiller concrètement les porteurs de projets face à cette question, l'AFD a spécifié les actions qui peuvent être conduites dans les projets d'eau et d'assainissement.

Pour l'AFD, répondre aux besoins différenciés de plusieurs types d'utilisateurs, peut être perçu comme une composante de l'approche genre. Toutefois, la préoccupation d'un accès équitable aux services relève finalement d'un prérequis pour tout projet de développement de services. Une approche genre pleinement investie consiste à promouvoir l'égalité femmes/hommes et l'autonomisation des femmes.

L'AFD différencie les impacts induits, qui découlent directement des actions menées sans qu'il n'ait été nécessaire de mener une réflexion plus approfondie (par exemple, un projet de développement d'un service de distribution d'eau a pour conséquence directe de réduire la corvée d'eau) ; et les impacts à construire, qui impliquent des actions supplémentaires spécifiquement menées (travail avec opérateur eau pour y inclure des femmes, renforcer la place des femmes dans le pilotage des projets et les institutions...).

**Tristan Salmon (Inter Aide)** renchérit en évoquant les enseignements issus d'un appui de l'AFD et du F3E pour intégrer l'approche genre dans les projets d'accès à l'eau et l'assainissement.

Deux pays pilotes ont été ciblés, le Malawi et l'Éthiopie. Un cycle de formations et diagnostics, tant au niveau du siège que des équipes sur le terrain dans ces deux pays, a permis une appropriation de l'approche genre. Des plans d'actions spécifiques à chaque pays ont été élaborés, des personnes focales « genre » ont été désignées et des recrutements ont été effectués, pour transformer ces recommandations en éléments opérationnels.

**Marion Santi (GRET)** indique que le GRET considère l'approche genre, sous un angle de lutte contre les inégalités, ce qui permet de fédérer toute l'organisation multisectorielle autour de l'approche genre. Le GRET a instauré un parcours de formation pour une appropriation de chacun de l'approche genre, quelle que soit la thématique de travail.

Pour le GRET, contextualiser la vision des inégalités de genre est essentiel, afin d'éviter qu'elle ne s'appuie sur des représentations occidentales ou bien sur des stéréotypes qui seraient prêtés à un contexte. Il s'agit également de contourner l'éventuel à priori d'un blocage à travailler sur ces questions dans certains contextes, qui s'avère souvent injustifié.

Elle précise que le GRET a établi un document générique applicable à tout contexte et tout secteur d'intervention, pour poser un langage commun sur la question des inégalités de genre ; tout en réalisant un travail approfondi pour permettre une déclinaison opérationnelle et sectorielle, qui conduit à des actions très diverses selon les contextes.

**Janine Raelimiadana (Genre et Action)** évoque l'exemple du projet OVERDUE (traduction : « qui se fait attendre »), porté par le Development Planning Unit de l'University College de Londres, qui a eu pour objectif de développer une filière d'assainissement complète à Madagascar, comprenant l'accès aux toilettes, la gestion des boues de vidange et leur valorisation pour permettre la production de biogaz et d'engrais.

Elle considère que les projets d'eau et d'assainissement ne doivent pas être désignés comme des « projets genre » : il s'agit de projets abordés sous l'angle sectoriel eau/assainissement, dans lesquels on intègre une approche genre dans un objectif de réduction des inégalités. Elle rejoint l'idée qu'il ne s'agit en effet pas d'une « approche femmes », mais d'une approche qui analyse, via un diagnostic approfondi, les rapports de pouvoirs femmes/hommes, en vue de les transformer.

L'approche genre intégrée au projet Overview a consisté à analyser les relations femmes-hommes et anticiper les effets que le projet produirait sur ces relations, afin d'intégrer des actions pouvant orienter ces évolutions vers davantage d'égalité femmes-hommes. La démarche a également consisté à dispenser des formations sur l'approche genre pour partager une même vision et une même compréhension, celle de l'objectif d'un progrès vers l'égalité femmes-hommes.

Elle soulève l'importance que les actions atteignent le niveau politique et institutionnel, afin que les changements impulsés localement par le projet se répercutent à une plus grande échelle.

**Josselin Ravaz (représentant de la Métropole de Lyon pour le projet Eaurizon à Madagascar)**, partage des éléments de réflexion issus du projet « Eaurizon », mené dans le cadre d'un partenariat entre la Région de Haute Matsiatra et la Métropole de Lyon à Madagascar.

Des réticences peuvent se manifester de la part des parties-prenantes malgaches si le sujet « genre » est nommé d'emblée. Il peut également être considéré que l'intégration du genre ne relève pas d'une problématique, considérant qu'il n'existe pas d'inégalité femmes-hommes.

Ainsi, il a été choisi d'initier des formations une fois que les actions intégrant le genre avaient été lancées sur le terrain sans être nommées, pour éviter des freins qui seraient dues à une méconnaissance du sujet.

**Abderrazak El Hajri (Migrations&Développement)** partage la vision de l'ONG franco-marocaine qu'il dirige.

Il considère plusieurs niveaux de représentations et d'actions pour prendre en compte le genre dans un projet de développement. Le premier niveau consiste à agir à l'échelle locale d'un projet. Un second niveau, ciblant les élus et fonctionnaires des institutions locales et régionales, est cependant indispensable pour générer un impact au-delà du projet, touchant les politiques publiques et s'inscrivant sur le long terme.

**Mélodie Boissel** relève une vision partagée: l'intégration d'une approche genre à un projet de développement des services d'eau et d'assainissement, se traduit par un changement attendu de réduction des inégalités.

Pour aborder comment la prise en compte du genre est amenée par les porteurs de projets, de façon éventuellement différenciée selon les parties-prenantes auxquelles on s'adresse, différentes approches ressortent. Certaines organisations conduisent des formations à tous les niveaux : usagers des services, institutions locales, voire régionales, pour expliquer l'approche genre ; tandis que d'autres évitent au contraire de nommer l'approche genre et choisissent dans un premier temps d'y travailler sans la désigner explicitement.

## Axes 2 : les objectifs visés, les changements attendus

- Intégrer l'approche genre pour des services pertinents, cohérents, pérennes; ou bien faire du projet de développement des services EA un vecteur d'une évolution de la place des femmes ... où placer le curseur ?
- Dans quelle mesure s'agit-il d'approches distinctes ou indissociables ?
- Quelle légitimité, justification et pertinence, vis-à-vis des engagements institutionnels et sur le terrain ?

**Ehssan Elmeknassi (consultante indépendante, coordinatrice méditerranée du projet COSTEA)** souligne que, de façon pragmatique, intégrer une approche genre dans les projets de développement des services d'eau et d'assainissement, est incontournable pour assurer la performance des services. Ne pas intégrer les femmes dans la définition des projets peut être une source majeure de leur échec, lorsqu'arrive le stade de la mise en fonctionnement. Par exemple, investir dans des bornes fontaines en ayant fait l'économie de prendre l'avis des femmes, peut s'avérer inutile si des bornes mal positionnées ne sont ensuite pas utilisées.

**Margaux Chinal** estime également que la prise en compte des besoins des femmes dans un objectif de pertinence et cohérence des services, est indispensable. On voit encore beaucoup de services non fonctionnels, non utilisés, à l'issue d'un projet, parce que les femmes n'ont pas été correctement intégrées lors des phases de diagnostics et d'études de faisabilité. En complément de l'exemple mentionné par Ehssan Elmeknassi, elle évoque les cas de latrines non séparées entre femmes et hommes, de latrines sans portes... La prise en compte de l'hygiène menstruelle est également un objectif à considérer, tant pour assurer une bonne adaptation des infrastructures avec les besoins, que pour œuvrer à l'autonomisation des femmes et des filles.

A un second niveau, lutter contre les inégalités et renforcer l'autonomisation des femmes constitue, pour la division Eau et assainissement de l'AFD, l'effort supplémentaire à mener pour une intégration de l'approche genre.

**Chantal El Boulet** est interpellée par ces échanges et indique que le SIAAP est ouvert à réfléchir à l'intégration du genre dans le nouveau projet de mise en place d'un service de gestion de boues de vidanges au Viet-Nam.

**Caroline Delaire (Aquaya)** suggère que se pencher sur la gestion des selles des enfants, peut constituer un angle d'approche pour faire le lien entre la gestion des boues de vidanges et le genre. En effet, de plus en plus de travaux de recherche montrent que les lacunes en termes de gestion des selles des enfants pourraient constituer le maillon faible, expliquant le manque de recul des maladies dues à l'insalubrités malgré de nombreux projets de développement en assainissement.

**Othmane Chaouki** met en garde sur le risque de glisser vers des « approches exploitatives », qui ont tendance à s'appuyer sur les rôles traditionnels des femmes. En renforçant leur place dans ses fonctions, ces approches peuvent accentuer des inégalités.

**Marion Santi** amène l'idée qu'une réflexion sur l'approche genre dans le cadre d'un projet de développement des services d'eau et d'assainissement, peut être considérée comme une façon de s'assurer, a minima, que le projet n'accentue pas les inégalités. Si un objectif modeste mais essentiel devait être désigné, il s'agirait de viser la neutralité du projet vis-à-vis des inégalités de genre.

**Tristan Salmon et Mathieu Métois (Self Help Africa, anciennement à Inter Aide)** évoquent en quoi le travail préalable de diagnostic et réflexion, a conduit Inter Aide à positionner ses objectifs quant à l'intégration du genre dans les projets de développement des services d'eau et d'assainissement.

S'agissant de la représentation des femmes au sein des services, des questions pratiques se posent rapidement telles que la facilitation de leur recrutement, de leur mobilité (utiliser une moto, passer le permis...), ainsi que l'articulation avec les autres tâches ménagères dont elles restent en charge... L'enjeu du temps disponible des femmes et de leur liberté de mouvement est essentiel à considérer, élargissant ainsi la réflexion à la question de la place des femmes dans la société et à l'organisation des tâches au sein des ménages. Ces réflexions se sont concrétisées par la

nomination de femmes au sein de comités de gestion de points d'eau, en veillant dans la mesure du possible à ce qu'elles occupent une fonction réellement effective, sur des aspects décisionnels.

Le positionnement l'IA en tant qu'organisation de développement, en interaction avec les organisations locales, a également été questionné, afin d'examiner le sens et les objectifs d'une approche genre.

**Christophe Léger (Vergnet Hydro)** partage des éléments issus de l'expérience opérationnelle d'un opérateur de services d'eau.

Sans qu'une stratégie « genre » ne soit formellement établie, Vergnet Hydro rencontre systématiquement les habitants des villages pour diagnostiquer les localisations actuelles et projetées des points d'eau, en veillant à convoquer plus particulièrement les femmes.

Il pointe l'enjeu de faire reconnaître et progresser la place des femmes dans les métiers techniques de l'eau, tant au niveau des équipes de Vergnet Hydro envoyées sur le terrain, que des équipes locales formées dans le cadre des projets. En effet, il arrive que les femmes chefs de projets soient mal acceptées car les hommes chefs de projets locaux sont réticents à reconnaître leur légitimité. Ainsi, Vergnet Hydro veille à placer des femmes locales à ces fonctions, à favoriser leur embauche et à les former. Par exemple, dans le cadre d'un projet au Bénin, des femmes ont été plus particulièrement ciblées pour des formations et embauches dans les métiers techniques tels que la plomberie.

Il partage son sentiment que les femmes semblent disposer d'un réel pouvoir pour débloquer la réalisation de projets, difficile à identifier car s'exerçant à des niveaux non officialisés.

**Margaux Chinal** insiste sur l'importance d'un travail avec les opérateurs des services d'eau et d'assainissement, pour inciter à la progression de la place des femmes dans les métiers de l'eau, tant au niveau technique que décisionnel. Elle estime qu'un impact plus large sur la société peut ensuite s'opérer par ruissellement, bien que l'objectif visé dans le cadre du projet puisse rester modeste.

**Cléo Ratahinjanahary** partage quelques informations sur les activités conduites sur le terrain dans le cadre du projet Eaurizon. Les femmes, ainsi que d'autres groupes qui ont tendance à être mis à l'écart - personnes en situation de handicap, jeunes - ont été impliqués à l'occasion d'ateliers dédiés, en particulier pour partager les résultats des études menées dans le cadre du projet. Elle insiste également sur l'importance de la formation des femmes dans des métiers techniques.

**Ehssan Elmeknassi** souligne l'intérêt d'une équipe pluridisciplinaire, comportant également des sociologues.

**Caroline Delaire** indique que dans les programmes anglo-saxons, en particulier financés par USAID, il est commun d'avoir un membre du consortium spécialisé dans l'approche genre. Elle perçoit également une certaine avance dans les pays anglo-saxons sur les réflexions d'une vision post-colonialisme de l'aide au développement.

**Philippe Foliasson (Aquisistance)** considère qu'il est essentiel de capter la parole des femmes pour comprendre leurs besoins et les impliquer dans la définition des solutions. Dans les contextes où les services sont gérés via des comités d'eau, il observe que cette implication s'opère finalement souvent de façon fluide, les femmes semblent ne pas avoir de mal à prendre leur place.

Concernant le second aspect qui ferait du projet un levier pour œuvrer à la progression de l'égalité femmes-hommes, il souligne l'opportunité et la cohérence de s'appuyer sur des dynamiques socio-culturelles locales, des mouvements endogènes, déjà existants.

**Bruno Valfrey (Hydroconseil)** réagit en partageant son sentiment que l'Aide Publique au Développement est de plus en plus assimilée à du néocolonialisme, dans des contextes qui deviennent de plus en plus conservateurs. Le contexte géopolitique ne va pas dans le bon sens pour parler de l'approche genre, qui est assimilée à des valeurs occidentales.

**Philippe Foliasson et Margaux Chinal** conviennent que l'on observe des mouvements de recul et de résistance au niveau mondial, également dans des pays occidentaux, avec par exemple aux USA, la régression du droit à l'avortement.

**Othmane Chaouki** fait part de ses réticences face à une vision qui peut apparaître clivante, entre des sociétés progressistes d'un côté ; et des cultures rétrogrades de l'autre. Il souligne par exemple que la criminalisation de l'homosexualité émane en partie d'un héritage colonial.

Une approche coconstruite, basée sur le dialogue, permet d'éviter de se « renvoyer la balle » entre partenaires occidentaux et partenaires des pays bénéficiaires de l'APD, sous prétextes de blocages supposés (société rétrogrades) et de méfiance mutuelle (approche colonialiste).

Il confirme également l'existence de mouvements locaux féministes sur lesquels les organisations occidentales ne s'appuient pas suffisamment.

**Abderrazak El Hajri** soulève également la question de la connotation occidentale que revêt la notion de genre. Ainsi nommée par des acteurs du développement, elle peut être considérée comme déstabilisatrice et colonialiste, dans des sociétés conservatrices et réfractaires à des injonctions de modernisation selon des valeurs occidentales.

En tant qu'association franco-marocaine de développement, M&D adhère à la notion de genre et cherche à l'amener sous un angle pratique qui parle aux populations. A l'échelle d'un projet, plutôt que de développer un arsenal théorique sur l'approche genre, M&D cherche à la traduire via des aspects concrets : le rôle des femmes, des enfants...

Le projet devient un outil pour réfléchir au rôle de femmes dans la société, au niveau local du projet et également à une échelle plus large.

**Mélodie Boissel** relève l'ambivalence de la question de légitimité que soulève l'intégration d'une approche genre, amenée dans le cadre de projets d'aide au développement. Il est à craindre une vision, une intention colonialiste, mais cet a priori peut s'avérer infondé, car la préoccupation du genre, exprimée en d'autres termes, peut finalement être également incarnée localement. Cette potentielle incompréhension met en exergue l'importance d'un dialogue interculturel et mutuellement ouvert à différentes représentations culturelles ; et la pertinence, pour le porteur de projet « occidental », de s'appuyer sur les dynamiques locales plutôt que de plaquer des visions et du vocabulaire occidentaux.

### Axes 3 : concilier rationalisation et pertinence et cohérence des effets

- De quel acteur, de quelles incitations (critères bailleurs, vision et engagement du porteur de projet, demande d'un partenaire local...), émane l'intention initiale, l'objectif qui a amené à intégrer une « approche genre » ?
- Comment a été conçue (de façons « ascendante », « descendante », itérative) cette approche ?
- Quelles cohérences ou contradictions entre les intentions et les effets ?

**Caroline Delaire** confirme que « l'approche genre » semble parfois un concept imposé par les bailleurs, avec une difficulté d'y voir un lien avec le projet. Un « paragraphe genre » doit systématiquement être intégré dans les documents de candidature aux appels à projets, avec souvent un défaut d'éclairages sur le sens qu'y voient les bailleurs.

**Margaux Chinal** estime que la systématisation d'un « paragraphe genre » est nécessaire pour inciter les porteurs de projets à y réfléchir dès la phase de diagnostic. Cela peut amener des organisations à conduire un travail approfondi, à l'image d'InterAide. Elle convient qu'il relève alors de la responsabilité du bailleur de déterminer un cadre pour préciser les attendus.

**Tristan Salmon** confirme que les incitations des bailleurs ont été saisies comme des impulsions par IA pour engager une démarche approfondie, se basant sur des dynamiques préexistantes. La démarche a consisté à se former et s'appropriier les concepts, puis les redéfinir de façon déclinée selon les contextes d'intervention ; et les opérationnaliser en s'appuyant sur des outils existants. IA dispose à présent de protocoles clairs établis pour chaque pays d'intervention.

**Othmane Chaouki** rebondit sur l'intérêt d'identifier des démarche pré-existantes dans les modes d'actions des porteurs de projet. Un travail de diagnostic permet de visibiliser ce qui a déjà été fait et ainsi créer un terreau fertile pour formaliser une stratégie.

**Bruno Valfrey** relève les écarts observés par Hydroconseil, au travers de ses activités d'évaluation, entre les ambitions formulées au stade du montage du projet, et les résultats finaux observés.

**Janine Raelimiadana** déplore que, bien qu'un focus important sur l'intégration du genre puisse être fait au stade de la mise en œuvre d'un projet d'eau et d'assainissement, il arrive que les effets ne perdurent pas à long terme. Ce fut le cas pour un projet d'accès à l'eau mené avec le GRET à Madagascar, malgré un travail de capitalisation approfondi réalisé, notamment via la production d'une vidéo.

**Christophe Léger** partage ses observations en tant que représentant d'une entreprise qui répond à des appels d'offres proposés par les institutions de pays accompagnés par des bailleurs internationaux dans le cadre de programmes d'aide au développement. Au stade de la candidature, il s'agit de fournir une méthodologie (ce processus s'applique également à d'autres volets transversaux tels que l'environnement). Il relève que les références demandées concernent uniquement l'expérience technique, aucune référence n'étant requise sur l'intégration du genre. Cela questionne sur les capacités du maître d'ouvrage et de ses bailleurs, à évaluer les compétences des candidats sur ce volet.

Si l'appel d'offre est gagné, l'entreprise s'attèle à mettre en œuvre la méthodologie sur le terrain. Or, il s'avère que le maître d'ouvrage ne demande pas de comptes sur ce volet. Les évaluations de sa bonne application sont rares. Cela questionne sur le réel intérêt à une intégration du genre.

Il se demande alors si la division Eau et assainissement de l'AFD intègre le genre dans ses conventions passées avec les autorités nationales des pays ciblés par les programmes d'aide au développement, en particulier pour soutenir le développement des services d'eau et d'assainissement.

**Audrey Séon** reconnaît que les aspects techniques ont tendance à redevenir centraux en cours d'exécution d'un projet. Elle indique que les conventions passées avec les ministères ne comportent pas d'engagements forts sur l'intégration du genre.

Dans le cas précité d'une entreprise privée missionnée par un ministère lui-même financé par un bailleur international, la prise en compte du genre peut se construire au travers des relations entre les parties prenantes, en cours de réalisation du projet.

Elle questionne sur le rôle que des réseaux tels que pS-Eau et Cicle, peuvent jouer pour contribuer à une réflexion multi-acteurs, entre les ministères, les bailleurs et les partenaires locaux et français qui réalisent les projets, en particulier les acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.

**Margaux Chinal** précise que les conventions comportent tout de même un « plan environnemental et social ». Elle indique qu'un travail avec le service de l'AFD en charge des marchés publics, va être engagé afin que les appels d'offres intègrent le genre de façon plus pertinente.

Elle souligne que l'AFD est redevable auprès de l'OCDE sur les aspects « genre » uniquement au moment de l'instruction des projets financés ; et non au stade de leur évaluation.

Afin d'engager la maîtrise d'ouvrage et l'AFD à suivre les résultats d'une méthodologie genre, l'AFD travaille à définir des cadres logiques intégrant le genre, en tant que composante clairement fléchée et assortie d'un budget.

**Othmane Chaouki** estime que les indicateurs doivent aller plus loin qu'une mesure quantitative de la participation des femmes à différentes activités, en considérant des indicateurs qualitatifs, mesurant les effets, les changements générés en terme d'évolution des rapports de pouvoir. De tels indicateurs sont complexes à définir. La patience est requise pour l'intégration d'un suivi pertinent, inscrit sur le long terme.

**Ehssan Elmeknassi** insiste sur l'importance d'un travail contextualisé, afin d'identifier les besoins des femmes, mais également leur plus-values issues de leur connaissances en tant qu'usagères principales des services d'eau et d'assainissement. Les indicateurs doivent refléter cette vision qualitative, plutôt qu'être dictés par des éléments quantitatifs (nombre de femmes impliquées dans des formations...) qui manquent de sens.

**Josselin Ravaz** précise que la stratégie et les indicateurs sont évolutifs et progressent à mesure que les acteurs gagnent en expérience.

**Ehssan Elmeknassi** soulève que le temps long nécessaire à une transformation des mentalités, dénote avec le temps court dans lequel s'inscrivent les projets, ce qui rend peut réaliste l'objectif d'obtenir des transformations sociétales au travers d'un projet.

**Othmane Chaouki** indique que le F3E adopte plutôt la position de ne pas mettre en place des indicateurs-types sur le genre, considérant que le cœur de la démarche repose sur l'analyse du contexte via un diagnostic. Il doute de l'intérêt d'établir des référentiels qui prétendraient pouvoir mesurer l'intégration du genre de façon universelle, estimant que cette considération doit être systématiquement contextualisée.

**Mélodie Boissel** rappelle que les porteurs de projets conviés à cette séance du comité scientifique sont des organisations particulièrement expérimentées. Des porteurs de projets plus modestes en termes de compétences et de moyens humains et financiers, restent démunis face à la demande des bailleurs d'intégrer le genre dans les projets sectoriels d'eau et d'assainissement. Les actions peinent donc à dépasser la définition d'indicateurs quantitatifs superficiels, par manque de moyens permettant d'aborder en profondeur la question, bien que les ressources existent (guides, boîtes à outils).



**Corrine De Perreti** reconnaît qu'avoir des exigences sur l'intégration du genre implique, pour un bailleur tel que l'AFD, de proposer aux porteurs de projets des moyens de se former et de développer une stratégie. Elle précise que la division Eau et assainissement de l'AFD encourage les porteurs de projets à s'engager dans un travail et se forment pour inclure de façon pertinente le genre dans leurs projets. La démarche menée par InterAide par exemple, a permis de conduire des réflexions plus fines et de mener des actions plus efficaces. Au-delà du quota d'un nombre de femmes dans la gestion des services, une telle démarche permet d'assurer leur positionnement à des fonctions hiérarchiques de décideuses.

**Janine Raelimiadana** déplore qu'il n'ait pas pu être définie une stratégie genre au niveau national à Madagascar, malgré les efforts consentis. Ainsi, les projets menés localement ne peuvent se référer à un référentiel national.

De plus, il n'existe pas d'initiatives ou d'organisations, qui rassembleraient des données existantes et des retours d'expériences sur l'intégration du genre.

Elle questionne sur le rôle que pourraient jouer l'AFD ou Ran'Eau à Madagascar pour répondre à ce besoin de capitaliser des informations et expériences, afin de mettre à disposition ces éléments aux porteurs de projets locaux et au ministère de la Population qui est en charge du genre.

En réponse à Audrey Séon et Janine Raelimiadana, **Mérodie Boissel** approuve qu'il relève du mandat du pS-Eau et des plateformes locales qu'il a créées dans certains pays, de capitaliser les expériences et de les diffuser, de créer des espaces de débat multi-acteurs et ouvrir aussi la réflexion à des acteurs moins avancés sur le sujet. En revanche, s'agissant du pS-Eau et ses plateformes, elle souligne qu'il s'agit bien de l'intégration du genre sous l'angle sectoriel des services d'eau et d'assainissement.

Elle invite les participants à partager les ressources produites dans le cadre de leurs projets et réflexions.

**Mérodie Boissel** relève que ce débat sur l'intégration du genre, en abordant les intentions, les changements attendus par les bailleurs et les porteurs de projets ; en soulevant les oppositions de la part des communautés et institutions locales ou au contraire les dynamiques endogènes qui peuvent être ainsi stimulées ; questionne finalement sur la légitimité et le sens de l'aide au développement. En prenant du recul sur ce sujet, on en vient à débattre des notions de décolonisation de l'aide au développement.

**Cécile Guillot** précise que c'est sous cet angle que le groupe de travail projeté par Cicle abordera le sujet de l'intégration du genre dans les projets de développement de l'accès à l'énergie.

**Ressources sur les projets et démarches évoquées** (les ressources sectorielles eau/assainissement sont valorisées dans la base de données du pS-Eau)

- AFD : [Fiche pays genre AFD \(non sectorielles\)](#) et [Boite à outils sectorielles « genre et eau »](#)
- Inter Aide : [Soutien à Inter-Aide pour l'intégration des femmes dans la prise de décision relative à la gouvernance de l'eau et de l'assainissement, Prospectives et Coopération \(Malawi\)](#) et [Gender action plan within WASH programs in Ethiopia](#)
- Genre & Action (Madagascar) : [fiche action - Prise en compte du genre dans le traitement et la valorisation des boues de vidange à Antananarivo](#) (projet OVERDUE)
- GRET et Genre & Action (Madagascar): [Vidéo de capitalisation « Eau et genre dans le sud de Madagascar »](#)
- Migrations et Développement (Maroc): [L'intégration du genre dans les pratiques de Migrations&Développement au service du changement social](#)